

Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article1960

JÃ©di 2 MÃ© Nou douvan tribinal Lapwen pou di : TÃ©#710;S ADN AWA !

- La Centrale UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 25 mars 2013

Mis Ã jour le : mardi 9 avril 2013

UGTG.org

Ce Jeudi 02 Mai 2013, Jocelyn LEBORGNE, SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de l'UEC-UGTG (Union des EmployÃ©s du Commerce) est convoquÃ© devant le Tribunal Correctionnel de Pointe-Ã -Pitre pour avoir refusÃ© de se soumettre Ã un prÃ©lÃ©vement ADN. Une fois de plus, il s'agit de criminaliser l'action syndicale en faisant passer les syndicalistes pour malfÃ©tÃ©s alors qu'ils se battent pour prÃ©server leurs acquis de luttes notamment les congÃ©s payÃ©s, la retraite, la protection sociale, les conventions collectives, la dignitÃ©, le respect, un salaire dÃ©cent, les libertÃ©s fondamentales et singuliÃ©rement le droit syndical.

L'Etat franÃ§ais considÃ©re les travailleurs et leurs organisations comme un vÃ©ritable danger, de nature Ã remettre en cause leur politique anti sociale. Aussi, il a inventÃ© une nouvelle arme : le prÃ©lÃ©vement ADN sur les militants syndicaux. Le F.N.A.E.G (**Fichier National AutomatisÃ© des Empreintes GÃ©nÃ©tiques**) Ã©tait destinÃ©, Ã l'origine, Ã l'identification des auteurs de crimes et d'Ã©lits sexuels commis sur des mineurs de moins de 15 ans. **Yo pafÃ© ni yonn ni dÃ©**, ils appliquent d'Ã©normes aux syndicalistes.

NON, NON, SENDIKALIS PA KRIMINEL !

JosÃ© NAEJUS et Charly LENDO, Dirigeants de l'UGTG ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã 1000 euros d'amende pour avoir refusÃ© de se soumettre Ã un prÃ©lÃ©vement ADN alors qu'ils ont Ã©tÃ© relaxÃ©s pour les faits pour lesquels ils avaient Ã©tÃ© convoquÃ©s (HÃ©tel Fort Royal). Denis DORVILIUS, Dirigeant de l'UGTG, a Ã©copÃ© de la mÃªme sentence.

L'UGTG dÃ©nonce cette loi liberticide et dÃ©clare son refus de tout prÃ©lÃ©vement ADN. L'objectif est de classer les militants syndicaux comme criminels et de protÃ©ger les pwofitan (Ã©lus et patrons) car les dÃ©lits d'abus de confiance, abus d'autoritÃ© publique, banqueroute ou favoritisme, abus de biens sociaux, corruption ou trafic d'influence sont exclus de tout fichage ADN.

A terme, il s'agit de mettre en place un fichage gÃ©nÃ©ralisÃ© de l'ensemble de la sociÃ©tÃ©, au mÃ©pris des principes de sauvegarde des droits de l'homme et des libertÃ©s fondamentales.

**NOU PA TCHOUYÃ©, NOU PA VOLÃ©, NOU PA
VIYOLAÃ© PON MOUN SENDIKALIS PA KRIMINÃ©L !
TOUS DEVANT LE TRIBUNAL DE POINTE-A-PITRE
POUR DIRE :**

**Pa MannyÃ© LEBORGNE, Pa MannyÃ© SENDIKALIS
!!!**

**TÃ©S ADN AWA â€œ SENDIKALIS PA
KRIMINÃ©L**

**NON AU MÃ©PRIS â€œ NON A LA RÃ©PRESSION
RASSEMBLEMENT JEUDI 02 MAI 2013**

A 14 h DEVANT LE TRIBUNAL DE POINTE-A-PITRE

UGTG, lapwent 22.03.2013